

Bourse Uemoa

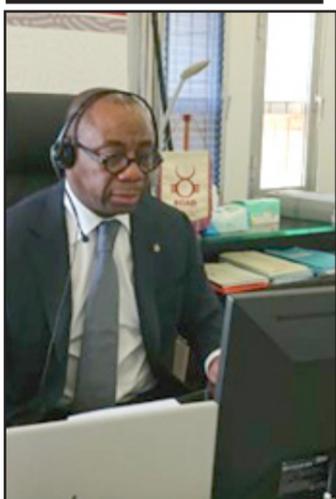
La BRVM ouvre en hausse
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Plan de relance

La France compte débloquer 42 milliards d'euros d'ici fin 2021
Le gouvernement a présenté lundi un projet de budget pour 2021 destiné à sortir la France de sa pire... • (Page 08)

Etats-Unis

L'administration Trump prête 5,5 milliards à American Airlines
Le montant de ce prêt accordé par le gouvernement américain à la compagnie aérienne pourrait monter jusqu'à 7,5 milliards de dollars.



Togo/ Nomination

Victoire Tomégah-Dogbé, Premier ministre



Partenariat Inde – Afrique

Présentation de la BOAD au 15ème CII EXIM BANK Digital Conclave

• (Pages 03)

• (Page 05)

Fronde sociale

72 heures de grève à Ecobank Côte d'Ivoire
Le personnel d'Ecobank Côte d'Ivoire est mécontent. Ce lundi 28 septembre 2020, un mouvement de grève de 72 heures est déclenché pour dire « Non à la... »

Groupe Bolloré
175 655 kms au profit des associations caritatives
Le Marathon Day, la course solidaire du Groupe Bolloré, était de retour cette année dans un format inédit. Pour la première fois, elle a eu lieu sur une semaine, du 17 au 24... • (Page 04)

Economie numérique

L'ISOC-TOGO lance le concours vidéo mobile
L'Internet Society Togo (ISOC-TOGO) a présenté aux professionnels des médias son projet numérique dénommé « Concours vidéo mobile » le 26 Septembre 2020 à son siège à Lomé. • (Page 02)

Energie
20 centres de santé en mode solaire
La société KYA energy group va fournir de l'énergie électrique à base du solaire à vingt (20) centres de santé sur l'ensemble du territoire...

Economie numérique
L'ISOC-TOGO lance le concours vidéo mobile

L'Internet Society Togo (ISOC-TOGO) a présenté aux professionnels des médias son projet numérique dénommé « Concours vidéo mobile » le 26 Septembre 2020 à son siège à Lomé. • (Page 02)

Energie

20 centres de santé en mode solaire

La société KYA energy group va fournir de l'énergie électrique à base du solaire à vingt (20) centres de santé sur l'ensemble du territoire...

LE NOUVEAU REPORTEUR

L'info. accessible

Consultez nos sites, suivez nous sur les réseaux sociaux, contactez nous.

www.leconomistedutogo.com

Le personnel de médias qui garantissent le succès de vos affaires

Tel : 00229 02 60 20 20 / 02 60 20 10

leconomiste.reporter@togo.com



Economie numérique

L'ISOC-TOGO lance le concours vidéo mobile

L'Internet Society Togo (ISOC-TOGO) a présenté aux professionnels des médias son projet numérique dénommé « Concours vidéo mobile » le 26 Septembre 2020 à son siège à Lomé.

● Bernard AFAWOUBO

Dans l'optique de permettre aux amoureux du numérique de montrer leur savoir-faire en matière de tournage et montage vidéo, l'Internet Society Togo (ISOC-TOGO) a procédé au lancement d'un projet numérique dénommé « Concours vidéo mobile » le 11 Septembre dernier. Ce projet a été présenté aux à la presse le 26 Septembre 2020 à son siège à Lomé. Ce concours consiste à créer un contenu vidéo avec son smartphone ouvert à tout le monde, permettant aux amoureux du numérique et armateurs de montage vidéo, de réaliser une séquence vidéo de 2 à 3 minutes maximum. « Les vidéos doivent porter sur l'une des thématiques suivantes : la gouvernance de l'Internet, les MANRS, les réseaux communautaires, la sécurisation de la synchronisation, l'accès à internet pour tous, la sensibi-

lisation sur les bons contenus à publier sur les réseaux sociaux, la COVID-19, et les opportunités pour les membres d'ISOC », a expliqué le président du comité d'organisation, FOLI AWLI Mawusee. Selon les premiers responsables de l'Internet Society Togo (ISOC-TOGO), les inscriptions sont ouvertes depuis le 11 septembre 2020 et prendront fin le 09 Octobre 2020. Les réalisations numériques des candidats seront passées en peigne fin par un jury composé des experts du domaine et des professionnels des médias afin de retenir les cinq meilleures. La liste des gagnants sera connu le 24 Octobre 2020. « Pour postuler c'est très simple : Il faut créer un compte ISOC, filmer et monter une vidéo, la publier sur YouTube en mode privé (seul ceux qui ont le lien peuvent la voir) ou toute autre

plateforme qui ne nécessite pas de créer un compte avant de voir la vidéo. En suite remplir un formulaire de participation sur le site du concours <http://bit.ly/isoctogo-concours-inscription> (vous aurez besoin du numéro de membre d'ISOC) », a ajouté FOLI AWLI Mawusee, président du comité d'organisation. Et de conclure que l'Internet Society Togo (ISOC-TOGO) se réserve le droit de refuser les vidéos dont le contenu est jugé inapproprié pour le grand public ou en inadéquation avec sa mission. Soulignons que l'Internet Society Togo (ISOC-TOGO) est une association de droit togolais dont le but est de promouvoir l'utilisation de l'Internet au Togo, d'encourager une participation à tous types de projets coopératifs, togolais ou internationaux de nature privée ou publique.

AUX DECIDEURS ... NP

Nouvelle politique de coopération

Une nouvelle politique de coopération au développement est dans les tuyaux. Ainsi, le Togo s'apprête, pour les cinq prochaines années à l'efficacité, la diversification et la coordination pour une meilleure mobilisation des Aides publiques au développement (APD).

Dans cette optique, les partenaires techniques et financiers (PTF) du Togo sont optimistes. « Nous sommes rentrés dans un autre paradigme en matière de coopération et nous sommes très optimistes quant à une meilleure orientation des appuis, en faveur des priorités du gouvernement concernant le plan national de développement », indique-t-on.

Ainsi, la Politique nationale de coopération au développement (PNCD 2020-2025) en cours de conception devra s'adapter à la nouvelle donne impulsée à travers le processus de décentralisation, en permettant à l'exécutif de travailler avec les différents acteurs locaux.

Ce qui viendra conforter les actions déjà engagées par le Gouvernement et les PTF pour renforcer la situation économique et sociale et apporter une orientation claire pour une meilleure satisfaction des besoins des populations.

Aujourd'hui, d'aucuns estiment que la coopération pour le développement est quasiment synonyme d'aide financière ou, plus concrètement, d'Aide publique au développement. Dans un autre sens, d'autres penchent pour une définition plus large qui inclut, par exemple, les flux sur les marchés.

Compte tenu de son histoire et de son potentiel spécifique, la coopération pour le développement se doit de rester axée sur les pays en développement et les objectifs du programme de développement mondial reconnus sur le plan international.

Plus précisément, elle a trois missions majeures (Severino et Ray, 2009; Ocampo, 2015) à savoir : appuyer et compléter les efforts déployés par les pays en développement pour garantir la mise en place de normes sociales essentielles et universelles, permettant aux citoyens d'exercer leurs droits fondamentaux ; promouvoir la convergence des pays en développement (en particulier les plus pauvres) vers des niveaux plus élevés de revenu et de bien-être, et réduire les profondes inégalités qui persistent au niveau international ; soutenir la participation active des pays en développement à la fourniture des biens publics mondiaux.

Il est probable que les intentions réelles qui motivent une intervention ou la décision d'aider tel pays en développement ou de promouvoir les intérêts du partenaire international ne soient pas toujours claires.

La coopération pour le développement couvre une grande partie de l'action internationale et différentes modalités de soutien.

L'adoption des objectifs de développement durable contribuera à consolider davantage l'importance des modalités non financières et tous les acteurs concernés devront évaluer dans quelle mesure ils en tirent parti.

Si les objectifs du Millénaire pour le développement permettent de se concentrer sur l'aide en tant que principal vecteur de l'appui international, il n'en va pas de même pour les objectifs de développement durable, qui mettent expressément en avant une foule d'autres mesures requises pour favoriser le développement.

Le Togo est donc sur la bonne voie

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Togo/ Nomination

Victoire Tomégah-Dogbé, Premier ministre

La nouvelle équipe gouvernementale prend progressivement forme au Togo. Après la démission du précédent gouvernement et de son chef, Selom Klassou, le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, par décret présidentiel, a procédé à la nomination, ce lundi 28 septembre 2020, d'un nouveau Premier ministre en la personne de Victoire Tomégah-Dogbé.

• Bernard AFAWOUBO

Quelques jours après la démission de l'ex premier ministre togolais Komi Selom Klassou, le Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a nommé par décret ce lundi 28 Septembre 2020, Mme Victoire Tomégah Dogbé comme premier ministre du Togo. C'est la première fois dans l'histoire du Togo qu'une femme est portée à la tête du gouvernement. Désormais, elle a la lourde responsabilité de diriger le gouvernement sous la haute direction du Président de la République. Elle devient ainsi la première femme à assumer une telle fonction. Avec elle, l'histoire semble se répéter quand on sait qu'elle fut la première femme à occuper le poste de Directeur de Cabinet de la Présidence de la République depuis sa nomination le 15 Mai 2009 par le chef de l'Etat.

Une carrière bien fournie

Gestionnaire de formation, cette Togolaise née le 23 décembre 1959 est réputée très travailleuse, n'épargnant ni son temps ni ses forces et son énergie pour donner le meilleur d'elle-même. Sa parfaite connaissance des dossiers constitue un vrai atout qui pourrait l'aider à poursuivre pour le mieux la mise en œuvre des vastes chantiers du nouveau quinquennat. A ces avantages s'ajoute son parcours personnel éloquent. Elle a officié au PNUD en qualité de directeur des opérations, fonction qui l'a amenée à conduire plusieurs missions de restructuration dans plusieurs bureaux notamment au Sénégal, Mali, Mauritanie, Guinée Equatoriale et au Burundi. Au Congo Brazzaville, au Burkina Faso puis au Bénin, elle a occupé les fonctions de Représentante Résidente Adjointe du



PNUD. C'est en 2008 que Mme Victoire Tomégah fit son entrée dans le gouvernement. Elle fut appelée par le Président de la République et le premier ministre d'alors M. Gilbert Houngbo pour occuper le portefeuille du ministre délégué auprès du premier ministre chargé du Développement à la base, un département nouvellement créé. Le 15 Mai 2009 Mme Victoire Tomégah-Dogbé fut nommée Directrice du Cabinet à la Présidence de la République où elle coordonne les activités stratégiques et opérationnelles de la Présidence. A ce poste elle apporte un conseil avisé au président de la République sur les dossiers importants. En 2010, à la suite de l'élection présidentielle remportée par le chef de l'Etat, elle fut nommée ministre du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi dans le second gouvernement de Houngbo. Elle conservera ses fonctions ministérielles au sein du gouvernement Ahoumey Zunu I de 2012 à 2013 et du gouvernement Ahoumey Zunu II de 2013 à 2015. Après l'élection présidentielle d'avril 2015. Komi Selom Klassou est nommé

premier ministre. Mme Victoire Tomégah-Dogbé garde toujours son ministère dans le gouvernement formé le 28 juin 2015.

Initiatrice de plusieurs projets et programmes

Les soins dont elle entoure son travail, son inlassable dévouement à la question du développement, ont fait du département qu'elle gérait un vrai outil de lutte contre la pauvreté. C'est ainsi que sur les orientations du Président de la République, elle a lancé et mis en œuvre le concept

de développement à la base avec l'objectif de réduire la fracture sociale en promouvant les principes de l'inclusion, de la participation, de la responsabilisation et de l'autonomisation des populations. Dans cette dynamique, elle a initié et piloté des programmes de mobilisation communautaire, de renforcement des capacités des groupements et communautés à la base et de filets de protection sociale tels les transferts monétaires aux couches les plus vulnérables, les cantines scolaires (PSAEG, PDC, FSB etc...) Mme Tomégah-Dogbé a également initié et mis en œuvre avec succès des projets visant l'inclusion des femmes, des jeunes et des artisans notamment au travers du Fonds national de la finance inclusive (FNFI). Plusieurs initiatives au profit de la jeunesse sont à son actif notamment l'entrepreneuriat et la créativité des jeunes (FAIEJ, Nunyalab), et des

projets de renforcement de l'employabilité des jeunes autour des secteurs porteurs (PAEIJ-SP), de volontariat (ANVT) qui connaissent un grand succès auprès de la jeunesse avec la mise en place des maisons de jeunes et de centres de ressources artisanales. A souligner aussi que Mme Tomégah-Dogbé reste une cheville ouvrière du processus d'élaboration du Plan National de Développement (PND). Comme le montre son riche cursus scolaire, le nouveau chef du gouvernement est doué à un haut degré des qualités nécessaires pour l'accomplissement de sa nouvelle mission. Mme Tomégah-Dogbé est titulaire d'une maîtrise en Sciences Economiques et Gestion à l'Université du Bénin-Lomé, d'un Master en Gouvernance et développement à l'Université Internationale Jones de New York (USA). Mme Tomégah-Dogbé est mariée et mère de trois filles.

Cursus

– Faculté des Sciences Economiques et de Gestion – Université du Bénin– Lomé (Togo) : Maîtrise en Sciences Economiques et Gestion (option : gestion d'entreprises)
– Jutland Technology Institute – AARHÛS (Danemark) : diplômée en marketing et Spécialisation en general management finance
International Institute For Management Development (IMD)
– Lausanne (Suisse) : diplômée en « Orchestrating Winning Performance »
Université virtuelle de Développement du PNUD New York en association avec Jones International University (USA) : DESS en gouvernance, pauvreté environnement, genre, gestion axée sur les résultats

Parcours professionnel

– Depuis mai 2010 : Directrice de Cabinet du Président de la République ; Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
– de 2009 à 2010 : Ministre déléguée chargée du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes
– de 2008 à 2009 : Ministre déléguée auprès du Premier Ministre, chargée du Développement à la Base
– de 2007 à 2008 : Représentante Résidente Adjointe du PNUD-Bénin
– de 2004 à 2007 : Représentante Résidente Adjointe chargée



des Opérations : PNUD Burkina Faso

– de 2002 à 2004 : Assistante Représentant Résident chargée des opérations, PNUD Congo Brazzaville
– de 1999 à 2002 : Assistante Représentant Résident chargée des opérations, PNUD, Togo
– de 1994 à 1998 : Directrice Générale, Industrie Togolaise des Plastiques (ITP)
– de 1992 à 1993 : Responsable du réseau Shell Togo
– de 1988 à 1992 : Directrice Administrative et Financière, Industrie Togolaise des Plastiques (ITP)
– de 1988 à 1992 : Directrice Administrative et Financière Directrice, Industrie Togolaise des Plastiques (ITP)
– de 1986 à 1988 : Chef Personnel ITP/Chef service approvisionnement Industrie Togolaise des Plastiques (ITP)

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Gestion publique

Johnson et Natchaba promus

Grand jour était ce lundi 28 septembre 2020 au Togo. En dehors du décret portant nomination du premier ministre, le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé a également pris deux autres décrets dont l'un portant nomination de Kanka-Malik Natchaba en qualité de Secrétaire Général du Gouvernement et le second relatif à la nomination de Sandra Johnson, au titre de Secrétaire Générale de la Présidence de la République.

• Nicole ESSO

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a officiellement nommé par décret ce lundi 28 septembre 2020, Kanka-Malik Natchaba, au poste de Ministre, Secrétaire Général du Gouvernement. Ministre délégué, conseiller du Chef de l'Etat et Coordonnateur de la Cellule Présidentielle d'Exécution et de Suivi des Projets Prioritaires (CPES), il remplace à ce poste Komla Ahondo. Aussi, le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a officiellement nommé par décret ce lundi 28 septembre 2020, Sandra Ablamba Ahoefavi Johnson, au poste de Ministre, Secrétaire Générale de la Présidence de la République. Ministre déléguée en charge de la Cellule Climat des Affaires (CCA), elle remplace à ce poste Patrick Daté Ludovic Têvi-Bénissan, décédé le 1er septembre dernier. Jeune, formé en France, Kanka Malik NATCHABA est depuis le 11 mai 2016 le premier responsable du Conseil d'Administration de la SALT (Société aéroportuaire de Lomé-Tokoin), en charge de la gestion des aéroports du Togo. En prenant fonction le 18 mai 2016, ce fils d'un ancien homme



politique influent du Togo, a laissé entendre que «ce poste est un grand défi professionnel pour lui, et qui plus est, au service du développement économique du Togo». C'est dans l'Hexagone que ce jeune Directeur réputé discret a été formé, en poursuivant ses études supérieures. Il est ainsi diplômé en «Finances Publiques» de la Faculté de droit d'Aix-en-Provence (où il a décroché un Master en Finances publiques et fiscalité), a été admis au concours de l'ENA en 2003, Promotion «Romain Gary». Parmi les Enarques, il fera un séjour de deux ans (en option Cycle international long). Quant à Sandra Ablamba Johnson, elle a en charge, la Cellule Climat des Affaires, ou CCA, du gouvernement togolais. Elle possède le rang de ministre déléguée conseillère

du Président et est en rapport direct avec SEM Faure Gnassingbé. En coulisse, nombreux sont ceux qui font son éloge et on ne tarit pas de compliments à son égard. Et pour cause, elle est une des raisons de la réussite économique actuelle du Togo. Discrète, un ministre confiait récemment à un de nos collègues journalistes que «c'est une femme qui bosse» et le consensus autour de sa personne est unanime ; si le Togo a obtenu de si bons résultats aux derniers classements Doing Business de la Banque Mondiale c'est principalement dû à l'excellent Climat des Affaires qui règne dans le pays depuis sa nomination. On remarque d'ailleurs des similitudes avec le Président : économiste de formation elle s'évertue à dépoussiérer l'administration togolaise et à faciliter le business des entreprises privées. Elle a fait ses classes à l'université de Lomé avant de devenir diplômée de l'institut du Fonds Monétaire International à Washington et connaît donc parfaitement le système. Pour obtenir une meilleure croissance économique, elle se focalise sur deux grands axes d'amélioration : un soutien de la part du secteur privé, partant du principe que le gouvernement ne peut pas tout et un allègement des procédures administrative en mettant l'accent sur la digitalisation.



Groupe Bolloré

175 655 kms au profit des associations caritatives

Le Marathon Day, la course solidaire du Groupe Bolloré, était de retour cette année dans un format inédit. Pour la première fois, elle a eu lieu sur une semaine, du 17 au 24 septembre 2020 via une application mobile. Compte tenu des mesures sanitaires, les collaborateurs du Groupe Bolloré se sont rassemblés virtuellement sur une plateforme dédiée pour cumuler les kilomètres parcourus en marchant, en courant, ou à vélo. L'objectif annoncé était de faire le tour de la Terre, soit 40 000 kilomètres.

Pour cette nouvelle édition, ils étaient 14 125 participants issus de 85 pays à relever le défi aux quatre coins du globe. Ensemble, ils ont ainsi parcouru 175 655 kilomètres, dépassant ainsi largement l'objectif fixé. «Malgré la crise sanitaire que nous vivons, nous avons tenu à maintenir le Marathon Day. À travers cet événement solidaire, nous souhaitons agir de façon concrète en apportant notre soutien aux associations en faveur de la jeunesse. Chaque année, le nombre de participants ne cesse d'augmenter traduisant l'engagement des collaborateurs autour d'un objectif commun et de valeurs qui nous sont chères.» a déclaré Cyrille Bolloré, Président-directeur général du Groupe Bolloré. Créé en 2016 à l'initiative de Cyrille Bolloré, le Marathon Day réunit chaque année au mois de septembre l'ensemble des



collaborateurs du Groupe Bolloré à travers le monde au profit d'une association caritative. Cette année, le Groupe Bolloré a choisi de répartir la somme collectée à plusieurs associations implantées dans les pays où le Groupe exerce ses activités afin de soutenir les actions locales menées à l'initiative des filiales. À propos du Groupe Bolloré Créé en 1822, le Groupe Bolloré figure parmi les 500 plus grandes compagnies

mondiales, avec plus de 81 000 collaborateurs, répartis dans 127 pays et sur les 5 continents. Grâce à sa stratégie de diversification basée sur l'innovation et sur le développement à l'international, il occupe aujourd'hui des positions fortes dans trois secteurs d'activités : le transport et la logistique, la communication, le stockage d'électricité et les systèmes.

BOLLORE

Infrastructures durables

AFC émet 161 millions \$ d'obligations vertes

L'AFC a émis 161 millions \$ d'obligations vertes à la Bourse suisse. Les obligations émises en francs suisses ont un intérêt de 20,5 % pour une durée de maturité de 5 ans. Les fonds serviront à financer des infrastructures telles que le parc éolien de Djibouti et le barrage électrique de Singrobo.

African Finance Corporation (AFC) a annoncé avoir émis des obligations vertes d'une valeur de 150 millions de francs suisses (161 millions \$). Ayant une maturité de cinq ans, elles portent un coupon de 1,205 % et ont été émises à la Bourse suisse. Il s'agit de la première émission libellée en francs suisses par une organisation supranationale de la région Europe centrale et orientale, Moyen-Orient et Afrique (CEMEA). L'émission de ces obligations notées A3 par les services d'investissement de

l'agence Moody's a été arrangée par Credit Suisse et Renaissance Capital. Cette opération entre dans le cadre de l'engagement de l'AFC à promouvoir le développement durable en Afrique tout en diversifiant ses sources de financement et en élargissant la gamme de solutions et de produits offerts à ses clients. Les recettes de cette émission obligataire serviront en effet à financer des projets éligibles tels que le parc éolien de Djibouti ou le barrage électrique de Singrobo en Côte d'Ivoire. «L'obligation renforcera encore les niveaux de

liquidité déjà élevés de l'AFC tout en garantissant que la société continuera à se concentrer sur des projets ayant un impact social et environnemental. Il s'agit de la deuxième émission réussie de l'AFC cette année dans des conditions de marché difficiles. Nous sommes heureux du soutien continu de la communauté des investisseurs suisses, qui reflète la confiance soutenue dans les obligations de la société et témoigne de sa solvabilité», a affirmé Banji Fehintola, trésorier de l'AFC.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

Partenariat Inde – Afrique

Présentation de la BOAD au 15ème CII EXIM BANK Digital Conclave

La Confédération pour l'industrie indienne (CII) a organisé la 15ème édition du Conclave de la Banque CII-EXIM sur le partenariat de projet Inde-Afrique en mode virtuel avec le soutien du ministère des Affaires extérieures et du ministère du Commerce et de l'Industrie, gouvernement de l'Inde, du 22 -24 septembre 2020 à New Delhi, Inde. Occasion pour le président de la BOAD, Serge Ekué de faire une présentation au cours du panel sur l'architecture du financement innovant de la croissance de l'Afrique. Lire la présentation du président de la BOAD

15th CII EXIM BANK Digital Conclave on India Africa project partnership

Panel sur l'architecture du financement innovant de la croissance de l'Afrique

Présentation de Monsieur Serge EKUE

Président de la BOAD

« Je vous remercie, Madame la Modératrice, de me donner la parole.

Excellences, tous protocoles observés,

Je suis honoré de me joindre à ce panel aujourd'hui et de vous apporter le point de vue de la BOAD, quelques semaines après ma nomination en tant que Président.

Je remercie leurs excellences, les honorables ministres du Maroc et de l'île Maurice pour avoir partagé leur expérience éclairante. C'est également un honneur de participer à ce panel aux côtés du Dr Akhilesh Mishra du gouvernement indien et de M. Sudatta Mandal de l'Exim Bank of India, qui est actionnaire de la BOAD.

Je salue également mes pairs et collègues de la BIDC (Banque d'investissement et de développement de la CE-DEAO) : le Dr Mabouba Diagne, de Proparco en Afrique de l'Ouest, Mme Fatoumata Sissoko-Sy de la BAD (Banque africaine de développement). Et nous remercions tout particulièrement M. Gerald Nsomba et M. Murahashi Yasuyuki pour leur contribution à ce panel.

« Affronter les problèmes est un début. Mais nous devons les résoudre » a déclaré aujourd'hui Son Excellence Antonio Guterres, Secrétaire Général des Nations unies, à l'ouverture de la 75ème Assemblée générale des Nations unies.

J'ai trouvé cette citation très pertinente pour notre sujet d'aujourd'hui sur le financement innovant de la croissance de l'Afrique en cette période difficile.

QUELS SONT DONC LES PROBLÈMES AUXQUELS NOUS SOMMES CONFRONTÉS ?

Ils sont au nombre de trois : premièrement, la contraction mondiale de l'économie, deuxièmement, le déficit de financement, troisièmement, l'inadéquation des mécanismes et des outils traditionnels.

Premièrement, le contexte économique en déclin

L'économie mondiale devrait se contracter de 4,9 % en 2020 (alors que la croissance en 2019 a augmenté de 2,9 %) selon la mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale du FMI de juin 2020.

Les pays émergents et en développement sont particulièrement touchés avec une croissance négative de 3 % en 2020 (alors que la croissance en 2019 était de 3,1 %) et avec un recul de 3,2 % en Afrique subsaharienne qui « menace de mettre la région dans une impasse, en inversant les progrès de développement de ces dernières années et en ralentissant les perspectives de croissance de la région dans les années à venir ».

En ce qui concerne la région de l'UEMOA, les projections pour 2020 prévoient une croissance de 2,4 % (contre 6,1 % en 2019) avec des risques persistants liés à l'aggravation de la crise pandémique et de la crise sécuritaire dans la région du Sahel bien que l'inflation ait été maintenue dans les normes de l'UEMOA de 3 %.

Deuxièmement, après le contexte, le déficit de financement

En attendant, le besoin d'infrastructures en Afrique n'a jamais été aussi urgent si nous voulons nous conformer à l'agenda international des ODD et moderniser nos économies. En fait, si nous devons évaluer l'écart entre le pays le mieux doté et le moins doté, en termes d'infrastructures, l'écart serait d'environ 90%.

En effet, la BAD estime qu'il y a un besoin de financement de 93 à 170 milliards USD par an pour les infrastructures en Afrique, mais aujourd'hui le déficit de financement représente annuellement jusqu'à environ 100 milliards USD.

Il est intéressant de noter qu'un montant de 100 000 milliards de dollars US (donc 1000 fois plus) est le montant des actifs gérés par les investisseurs institutionnels (compagnies d'assurance, fonds de pension et fonds souverains).

Par conséquent, une petite partie de l'épargne mondiale excédentaire, accompagnée de ressources à faible rendement,



permettrait de financer plus que les infrastructures productives et rentables nécessaires en Afrique.

Troisièmement, après le contexte et le déficit de financement, l'inadéquation des mécanismes de financement traditionnels.

Dans le contexte troublé que j'ai décrit précédemment, les mécanismes de financement traditionnels sont insuffisants.

Les aides au développement sont très cycliques et donc influencées par le contexte mondial négatif. En outre, les investissements directs étrangers se contractent d'un tiers, passant de 1 540 milliards à 1 000 milliards, en raison à la fois de la pandémie de COVID et de la chute des prix des matières premières. Enfin, l'UEMOA est déjà endettée à 43,8 %, ce qui soulève des questions d'endettement durable pour le financement du développement.

En résumé, les trois points cités – le contexte, le déficit de financement et l'inadéquation des mécanismes et outils traditionnels – nous ramènent à l'exhortation de M. Guterres : « Affronter les problèmes est un début, mais nous devons les résoudre » et donc pour ce qui nous concerne : il est nécessaire de concevoir de nouveaux mécanismes et outils de financement pour réorienter ces ressources financières et combler le déficit de financement des infrastructures.

QUELLES SOLUTIONS LA BOAD APPORTE-T-ELLE ?

Premièrement, l'Afrique et plus particulièrement l'UEMOA offre une terre à fort potentiel pour les investissements à long terme

Dans ce contexte de pandémie, la croissance annuelle attendue dans l'UEMOA a été constante autour de 6/7%, la Côte d'Ivoire étant considérée comme l'une des économies les plus dynamiques et les plus innovantes du monde par la Banque mondiale. Le potentiel de retour sur investissement est immense dans de nombreux secteurs à forte croissance, tant à l'échelle locale qu'à grande échelle, grâce à la numérisation rapide du continent et à la croissance déclenchée par l'innovation.

En outre, l'UEMOA structure ses cadres réglementaires pour les aligner sur les normes et exigences internationales grâce aux travaux de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), offrant ainsi aux investisseurs des garanties normatives et judiciaires souples et renouvelées.

Deuxièmement, la BOAD est déjà une solution grâce à sa résilience et à son ancrage dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Située au Togo, à Lomé, la BOAD est la banque de développement des 8 pays membres de l'UEMOA. Elle bénéficie d'une notation positive en 2020, tant par Moody's (« Baa1 » avec perspective stable) que par Fitch (« BBB » avec perspective négative).

En outre, grâce à ses investissements massifs dans les infrastructures publiques ou privées (deux tiers du portefeuille), la BOAD crée une valeur durable et percutante pour ses huit

États membres bénéficiaires depuis sa création en 1973 et propose des investissements attractifs à long terme pour les investisseurs institutionnels.

Troisièmement, la BOAD est en première ligne de l'innovation grâce à ses mécanismes de financement en faveur du secteur privé.

La BOAD investit, plus que jamais, dans le secteur privé pour stimuler l'économie et alimenter la croissance dans ses États membres. À ce jour, plus de 150 projets avec le secteur privé ont été réalisés. Depuis 2018, la BOAD a été à l'initiative de plus de 4 fonds d'investissement dédiés aux PME (CAURIS IV, AFIG II, ECP Africa IV, ADIWALE I). Et depuis 2019, dans le cadre de l'Initiative Régionale pour l'Énergie Durable (IRED), la BOAD a pris des participations dans deux fonds de l'UEMOA : le Fonds d'Amorçage (18 M€) et le Fonds Infrastructures (40 M€).

En outre, la BOAD contribue à de multiples mécanismes de financement transnationaux afin de favoriser à la fois l'intégration dans la région de l'UEMOA et la croissance économique. Cela sert également à promouvoir le marché financier régional et la construction de chaînes de valeurs régionales comme première étape pour intégrer l'Afrique de l'Ouest aux chaînes de valeurs mondiales.

En fait, en tant qu'actionnaire de la Bourse régionale (9,1 %) et de la Banque régionale des marchés (4,8 %), la BOAD a également contribué à la création de nouveaux outils de financement et d'institutions financières spécialisées :

– le Fonds GARI et la SICAV Abdou DIOUF, deux fonds d'investissement dans les services financiers ;

– Cauris Investissement, la première structure sous-régionale de gestion des fonds de capital-investissement créée en Afrique de l'Ouest francophone ;

– la Société de gestion d'actifs de l'Afrique de l'Ouest (SOAGA) où la BOAD détient 19,3 % du capital ;

– la CRRH – UEMOA) où la BOAD détient 12,9% du capital ; et

– BOAD-Titrisation détenu à 100% par la BOAD.

La BOAD a également pris une participation dans la filiale ouest-africaine du Fonds africain de garantie (AGF) basé à Maurice et contribue à hauteur de 11,6 % à son capital afin d'aider le système bancaire à soutenir les PME.

En conclusion, la BOAD, grâce à ses partenariats innovants et à ses investissements massifs dans les infrastructures et dans le secteur privé, favorise un environnement commercial avec un potentiel d'investissement élevé dans des projets à bénéfices élevés afin de contribuer à la croissance des exportations africaines, à la création de sociétés de capital-risque et à l'intégration avec les sociétés de capital-garantie. »



Fronde sociale

72 heures de grève à Ecobank Côte d'Ivoire

Le personnel d'Ecobank Côte d'Ivoire est mécontent. Ce lundi 28 septembre 2020, un mouvement de grève de 72 heures est déclenché pour dire « Non à la suppression de nos droits acquis. Non au harcèlement moral. Non au mépris des employés », rapportent les médias ivoiriens.

● Joël YANCLO

Fait rarissime dans l'univers bancaire sous régional. Le groupe bancaire panafricain Ecobank est secoué par un mouvement de grève déclenché au sein de sa filiale ivoirienne. A en croire les informations relayées par les médias à Abidjan, les employés d'Ecobank Côte d'Ivoire ont entamé une grève générale ce lundi 28 septembre 2020 dans les agences après le mot d'ordre lancé par le Syndicat des travailleurs d'Ecobank (SYNTECO) de Côte d'Ivoire. Ainsi, au siège d'Ecobank dans la commune des affaires au Plateau à Abidjan, les employés sont sortis des bureaux, pancartes en mains pour dénoncer le mauvais traitement à eux infligé par l'employeur. Selon les médias ivoiriens, ils revendiquent notamment la



gel des augmentations de salaires et la réduction de 50% de certains avantages liés à l'électricité, l'eau, le carburant, le téléphone et le lait. A en croire des informations reçues, le SYNTECO aurait déposé un préavis de grève il y a quelques semaines, pour protester contre les modifications de contrat de ses adhérents. « Les courriers de modifications du contrat de travail, assortis d'un délai de

réponse ressemblant plus à une injonction de signer, ont été adressés aux employés. Face à l'intransigeance quasi obsessionnelle de M. Aithanard, les employés ont décidé de se faire entendre autrement. Réunis au sein de leur syndicat, le SYNTECO (le Syndicat de Travailleurs de Ecobank) ils auraient déposé un préavis de grève ce mardi 15 septembre 2020. La grève sera effective à partir du 23 septembre si aucune solution n'est trouvée avant cette date » relayait la presse locale la semaine dernière. Lancée pour trois jours, ce mouvement de grève à Ecobank Côte d'Ivoire fait déjà bruit. Cotée à la BRVM, Ecobank Côte d'Ivoire, qui emploie plus de 500 collaborateurs au pays de l'éléphant, a réalisé en 2019, un résultat net de 25,37 milliards de FCFA pour un chiffre d'affaire de 83,4 Milliards de FCFA.

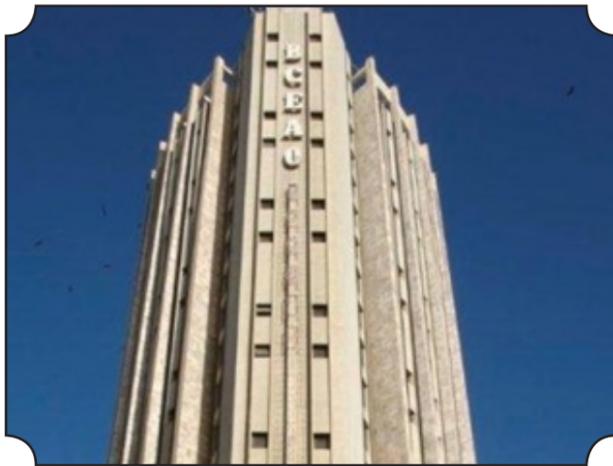


UMOA / ressources

Les banques ont mobilisé 33 130 milliards de FCFA en 2019

Les ressources mobilisées par les établissements de crédit de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) à la fin de l'année 2019 se sont établies à 33 129,6 milliards de FCFA (49,694 milliards d'euros), selon les données de la Commission bancaire, l'organe communautaire de supervision des banques.

Ces ressources ont progressé de 11,4% par rapport à 2018 où elles s'élevaient à 29 848,4 milliards de FCFA, « Elles sont composées de dépôts et emprunts (84,1%), de fonds propres nets (11,2%) et d'autres ressources 17 (4,7%) », souligne la Commission bancaire dans son rapport annuel 2019. Les dépôts et emprunts ont affiché une hausse annuelle de 10,8% en ressortant à 27 836,7 milliards de FCFA à fin 2019. Ils sont constitués de dépôts à vue pour 14 964,9 milliards de FCFA (53,8%) et de dépôts à terme pour 12 871,7 milliards de FCFA (46,2%), augmentant respectivement de 11,1% et 10,5%. Quant aux fonds propres nets du système bancaire, ils se sont accrus de 519,4 milliards de FCFA (+16,2%), en passant de 3 204,8 milliards de FCFA



en 2018 à 3 724,2 milliards de FCFA un an plus tard. Quant aux autres ressources (dettes rattachées, versements à effectuer sur titres et immobilisations financières, comptes d'ordre et divers, provisions pour risques et charges), elles se sont consolidées de 142,3 milliards (+10,0%), en glissement annuel, pour se fixer à 1 568,7 milliards de FCFA

à fin 2019. Selon toujours la Commission bancaire, la trésorerie des établissements de crédit de l'UMOA a affiché un déficit, en passant de 2 945 milliards de FCFA au 31 décembre 2018 à 2 773,4 milliards de FCFA à fin 2019, en amélioration de 171,6 milliards de FCFA (+5,8%).

Avec Financial Afrik

Investissement

La BAD nommée au Conseil d'administration de la WBAF

La World Business Angels Investment Forum (WBAF) a annoncé, lundi 28 septembre 2020, que la Banque africaine de développement (BAD) devient son nouveau membre du Conseil d'administration.

● Nicole ESSO

La BAD représentera désormais les marchés boursiers, les écosystèmes d'entrepreneuriat et de démarrage, les petites et moyennes entreprises et les entreprises à forte croissance, les investisseurs providentiels et les fonds de capital-investissement en Afrique. Abdu Mukhtar, directeur du développement industriel et commercial de la Banque, occupera le siège du Conseil d'administration de la Banque. « Nous sommes ravis d'avoir le Groupe de la Banque africaine de développement en tant que membre du conseil mondial du World Business Angels Investment Forum », a déclaré Baybars Altuntas, président exécutif de la WBAF. Je suis convaincu qu'en incluant la BAD, la WBAF sera en mesure de fournir un large éventail d'opportunités pour les startups, les scaleups et les entreprises à forte croissance en Afrique - celles qui ouvriront les portes du développement économique. En travaillant ensemble au-delà des frontières, avec une vision commune et avec ces dynamiques intelligentes à l'esprit, nous sommes bien placés pour apporter des changements positifs en Afrique et dans l'économie mondiale. Le WBAF promeut l'accès au financement pour les entreprises de la création à la mise à l'échelle, dans le but de créer plus d'emplois et de justice sociale dans le monde entier. Le Forum collabore avec un large éventail d'institutions pour contribuer à façonner l'agenda mondial. La Banque africaine de développement est la principale institution africaine de financement du développe-



ment et la seule à avoir une cote de crédit Triple A. La Banque lutte contre la pauvreté et s'emploie à améliorer les conditions de vie sur le continent en promouvant les investissements publics et privés dans des projets susceptibles de stimuler le développement économique et social régional. La Banque compte 81 actionnaires: cinquante-quatre pays membres régionaux et 27 pays non africains. En novembre 2019, la banque disposait d'un capital de 208 milliards de dollars. « Je suis ravi de rejoindre le Conseil d'administration de la WBAF et je suis très impressionné par sa vision. Le soutien à l'innovation, à l'entrepreneuriat et au développement des PME est très important pour nous, d'autant plus que ces domaines sont directement liés à certains de nos objectifs de développement, notamment la création d'emplois et l'autonomisation des femmes », a déclaré la directrice Mukhtar. J'ai hâte de travailler avec les experts du conseil d'administration de la WBAF pour faire progresser ces objectifs. Je suis sûr que la WBAF et la BAD auront un grand impact sur les marchés des startups, des investissements providentiels et des PME en Afrique. Le but ultime est de créer plus d'emplois et de justice sociale en Afrique. »

Partenaire du Par-

Coronavirus en Afrique

Plus de 80% des personnes atteints ne tombent pas malades

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré jeudi dernier que la propagation du nouveau coronavirus est en déclin en Afrique et que la grande majorité des personnes qui contractent le virus sur le continent ne tombent pas malades.

● Vivien ATAKPABEM

Depuis le 20 juillet, la région a connu une baisse constante des nouveaux cas de COVID-19", a déclaré l'organisation dans un communiqué envoyé depuis son siège régional à Brazzaville. "80% des cas sont asymptomatiques", ajoute le communiqué. Selon l'OMS, cette évolution en Afrique s'explique par la façon dont les sociétés africaines sont structurées. En Afrique, a déclaré l'OMS, le virus est surtout transmis parmi les

jeunes qui sont moins susceptibles de tomber malades. Un autre facteur qui contribue à la chute de la propagation est que la densité de population est relativement plus faible en Afrique que dans d'autres régions du monde. COVID-19 étant une maladie de contact, lorsque les gens sont plus dispersés sur une vaste surface géographique, la propagation n'est pas aussi accélérée que dans les pays où les populations sont entassées dans des espaces plus réduits. L'organisation cite aussi le

Partenariat mondial du G20 pour l'inclusion financière

Le WBAF est un partenaire du Partenariat mondial du G20 pour l'inclusion financière (GPIF), une plateforme pour les membres du G20, les pays non membres du G20 intéressés et les parties prenantes concernées pour faire progresser l'inclusion financière et mettre en œuvre le plan d'action du G20 pour l'inclusion financière. « Je souhaite la bienvenue au Dr Abdu Mukhtar au Conseil d'administration et j'ai hâte de travailler avec lui dans nos efforts mutuels pour faciliter l'accès à la finance intelligente afin de créer plus d'emplois et plus de justice sociale dans le monde. Je pense que les efforts de la BAD pour convertir l'économie mondiale et africaine en une économie intelligente en coopération avec le World Business Angels Investment Forum seront très productifs », a déclaré Altuntas. Il a ajouté : « La WBAF s'est engagée à collaborer au niveau mondial pour autonomiser le développement économique du monde en favorisant des instruments financiers innovants pour les startups, les scaleups, les innovateurs, les entrepreneurs et les PME et à promouvoir l'égalité des sexes et la participation des femmes dans tous les secteurs de l'économie mondiale. »

BRVM 10 117,40

Variation Jour ↑ **0,51 %**

Variation annuelle ↓ **-21,27 %**



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

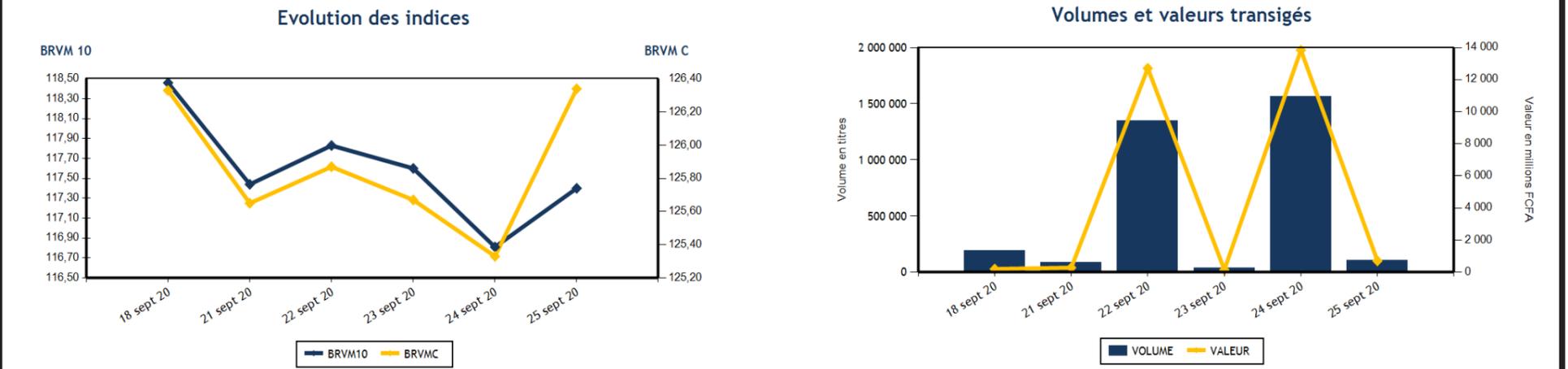
N° 185 vendredi 25 septembre 2020

Site : www.brvm.org

BRVM Composite 126,34

Variation Jour ↑ **0,81 %**

Variation annuelle ↓ **-20,66 %**



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 795 982 696 896	0,81 %
Volume échangé (Actions & Droits)	75 013	-54,63 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	386 053 265	551,57 %
Nombre de titres transigés	33	10,00 %
Nombre de titres en hausse	17	54,55 %
Nombre de titres en baisse	9	-18,18 %
Nombre de titres inchangés	7	-12,50 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 655	7,50 %	7,98 %
SODE CI (SDCC)	2 830	7,40 %	1,07 %
TOTAL CI (TTLC)	1 345	7,17 %	-20,88 %
SETAO CI (STAC)	245	6,52 %	0,00 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	1 400	6,06 %	-9,39 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 575 653 402 535	0,04 %
Volume échangé	31 986	-97,72 %
Valeur transigée (FCFA)	316 563 800	-97,70 %
Nombre de titres transigés	15	200,00 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	4	100,00 %
Nombre de titres inchangés	9	800,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	810	-6,90 %	0,00 %
BOLLORE (SDSC)	1 185	-4,44 %	0,00 %
SOGB CI (SOGC)	1 750	-4,37 %	0,00 %
SITAB CI (STBC)	490	-2,97 %	0,00 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	600	-1,64 %	0,00 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	33,96	1,07 %	-9,82 %	21 476	95 917 245	58,78
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	358,73	0,29 %	-27,58 %	30 398	230 678 105	7,60
BRVM - FINANCES	15	52,06	1,44 %	-14,64 %	11 509	50 727 950	5,93
BRVM - TRANSPORT	2	291,58	-4,31 %	-20,50 %	649	782 230	6,87
BRVM - AGRICULTURE	5	65,75	-1,70 %	-23,44 %	103	164 410	6,45
BRVM - DISTRIBUTION	7	198,77	1,64 %	-21,52 %	10 872	7 781 855	9,02
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	302,30	6,52 %	0,00 %	6	1 470	3,80
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,07	
Taux de rendement moyen du marché	10,43	
Taux de rentabilité moyen du marché	14,61	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	76	
Volume moyen annuel par séance	242 654,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	590 167 836,49	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,36	
Ratio moyen de satisfaction	50,70	
Ratio moyen de tendance	1 508,61	
Ratio moyen de couverture	6,63	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-0,38	
Nombre de SGI participantes	24	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BÉNIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 2665 Cotonou
Tél : (229) 21 91 21
Fax : (229) 21 91 20 77



BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
du Burkina Faso
01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél : (226) 26 30 87 73
Fax : (226) 26 30 87 19



CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma
01 BP 3802 Abidjan 01
Tél : (225) 20 31 55 50
Fax : (225) 20 32 47 77



GUINÉE-BISSAU
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Guinée-Bissau,
Avenue Paredes Netto
CIP 88 Bissau
Tél : (246) 320 16 02 Fax : (246) 320 16 02



MALI
Immeuble SICAP/CE, ACI 2000 Handallaye
B.P. 8136 - Bamako
Tél : (223) 44 90 18 10
Fax : (223) 44 90 18 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat
du Niger, Place de la concertation
BP 13 200 Niamey
Tél : (227) 20 73 66 62
Fax : (227) 20 73 66 47



SENEGAL
7, rue Jean Mermoz
BP : 6956, Dakar - Plateau
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06



TOGO
4691, Boulevard G. GNANASSOGBE Eyadéma,
Immeuble SGI Togo
BP : 3262 Lomé
Tél : (228) 22 61 23 18
Fax : (228) 22 26 23 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

États-Unis

L'administration Trump prête 5,5 milliards à American Airlines

Le montant de ce prêt accordé par le gouvernement américain à la compagnie aérienne pourrait monter jusqu'à jusqu'à 7,5 milliards de dollars.

American Airlines a finalisé vendredi un prêt de 5,5 milliards de dollars (5,1 milliards de francs) auprès du gouvernement américain. Les compagnies aériennes américaines ont été fragilisées par la pandémie de Covid-19. L'administration de Donald Trump avait annoncé au début juillet s'être mise d'accord avec les principales sociétés du secteur sur les contours d'une aide financière supplémentaire. Le montant du prêt, détaillé vendredi dans un document envoyé à l'autorité des marchés financiers, la SEC, est finalement plus élevé que celui évoqué alors par American Airlines (4,75 milliards). La compagnie y souligne aussi qu'elle pourrait, sous certaines conditions, emprunter jusqu'à 7,5 milliards de dollars (7 milliards de francs) au Trésor américain.



des prêts à rembourser en échange de contreparties pour le contribuable, l'autre accordant des subventions en échange d'un engagement à ne pas supprimer d'emplois jusqu'au 30 septembre. Les compagnies étaient réticentes à accepter les prêts, de peur d'avoir à faire trop de concessions. Delta et Southwest ont d'ailleurs décliné cet été cette aide du gouvernement. Le prêt accepté par American Airlines prévoit bien l'attribution de «warrants» au Trésor américain, des produits financiers pouvant être convertis en actions. L'État pourrait ainsi devenir actionnaire minoritaire de la compagnie. American Airlines s'est aussi engagé à ne pas verser de dividendes et à limiter les rémunéra-

tions de certains dirigeants jusqu'à douze mois après le remboursement des prêts. La compagnie a prévenu à la fin août qu'elle devrait licencier 19'000 salariés en octobre, si le programme de subventions n'était pas étendu. Quand les compagnies s'étaient engagées à ne pas licencier jusqu'au 30 septembre, elles pensaient alors que la situation du trafic aérien se serait nettement améliorée à cette date; or c'est loin d'être le cas. Les patrons de toutes les grandes organisations du secteur plaident depuis plusieurs semaines à Washington pour des aides supplémentaires. Mais les discussions au Congrès restent pour l'instant dans l'impasse.

(ATS/NXP)

En échange de «warrants»

Le gouvernement a prévu deux enveloppes de 25 milliards de dollars (23,2 milliards de francs) pour aider les sociétés du transport aérien à faire face à la chute du trafic, l'une prévoyant

Taxe controversée

Apple lâche temporairement du lest

Apple va suspendre, pour certaines applications, jusqu'à la fin de l'année la commission de 30% que le groupe impose sur sa plateforme de téléchargement.

Facebook a annoncé vendredi avoir trouvé un accord avec Apple pour que le fabricant et exploitant de l'iPhone suspende jusqu'à la fin de l'année sa commission de 30% sur certaines transactions, alors que de plus en plus de voix s'élèvent contre la «taxe Apple». Le géant des réseaux sociaux avait demandé en août à Apple de réduire cette commission pour son nouvel outil d'organisation d'événements payants en ligne, qui permet à des PME de proposer des cours de cuisine, de yoga et autres types de visioconférences, via leur page Facebook, pour un tarif qu'elles sont libres de définir. Facebook a promis de ne pas toucher de commission sur ces événements pendant au moins un an, afin que les organisateurs perçoivent l'intégralité des sommes récoltées... si elles utilisent un ordinateur ou un appareil mobile sous Android, le système d'exploitation de Google.

Accusation d'abus de position dominante



nante

Car sous iOS, le système d'Apple, les petites entreprises ou créateurs de contenus ne recevaient que 70% de leurs recettes, conformément aux règles de la marque pour l'App Store, son incontournable plateforme de téléchargement d'applications (y compris celle de Facebook). Le groupe californien avait demandé cet effort de la part d'Apple pour soutenir les PME mises en difficulté par la pandémie de coronavirus. «Apple a accordé un répit momentané de trois mois, après quoi les entreprises à la peine devront, à nouveau, payer à Apple entièrement la taxe de l'App Store de 30%», a commenté Joe Osborne, un porte-parole de Facebook. Toutes les sociétés vont en bénéficier, sauf les créateurs de conte-

(AFP/NXP)

Plan de relance

La France compte débloquer 42 milliards d'euros d'ici fin 2021

Le gouvernement a présenté lundi un projet de budget pour 2021 destiné à sortir la France de sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale avec l'injection, dès l'année prochaine, de 42 milliards d'euros dans l'économie sur les 100 milliards de son plan de relance.

Le gouvernement a présenté lundi un projet de budget pour 2021 destiné à sortir la France de sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale avec l'injection, dès l'année prochaine, de 42 milliards d'euros dans l'économie sur les 100 milliards de son plan de relance. Le gouvernement prévoit une contraction de 10% du produit intérieur brut (PIB) cette année en raison de la crise provoquée par le nouveau coronavirus, qui a paralysé l'activité pendant les deux mois du confinement de la population au printemps. La France, deuxième économie de la zone euro, subit ainsi l'une des plus fortes récessions en Europe. Paris a déjà mobilisé plus de 470 milliards d'euros en reports ou exonérations de taxes, dispositifs de chômage partiel et prêts garantis par l'Etat pour tenter de soutenir les entreprises et les ménages, ce qui a fait bondir le déficit public à 10,2% du PIB cette année. L'économie française a néanmoins entamé son redressement depuis la levée du confinement et le gouvernement prédit une croissance de 8% l'an prochain, gonflée par un plan de relance de 100 milliards d'euros dont il compte débloquer 42 milliards d'ici fin 2021. "Nous allons veiller attentivement



au décaissement rapide des 42 milliards d'euros", a dit le ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, Bruno Le Maire, lors de la présentation du projet de loi de finances (PLF) à la presse. Le Haut Conseil des finances publiques (HCFP) a jugé "prudent" la prévision d'activité pour 2020 et de "volontariste" l'ampleur du rebond anticipé pour l'année prochaine, en soulignant les incertitudes "exceptionnellement élevées" liées à la crise sanitaire. Il considère aussi que l'objectif de déficit public (6,7% du PIB l'an prochain après 10,2% cette année) est "atteignable". La crise du COVID-19 a creusé un trou de plus de 100 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat, faisant grimper le déficit à 195 milliards cette année. La dette devrait en conséquence gonfler elle aussi pour atteindre 117,5% du

PIB cette année, après un peu moins de 100% l'an dernier, avant de refluer légèrement à 116,2% en 2021. Bruno Le Maire a déclaré que cette dette serait remboursée par la croissance économique, par une gestion saine des finances publiques et par la poursuite de réformes structurelles. Le ministre de l'Economie a souligné l'importance du soutien apporté par la Banque centrale européenne (BCE) via sa politique monétaire de taux ultra-bas et d'achats de titres massifs sur les marchés, qui permettent de maintenir le coût de l'emprunt à un niveau très faible. "Si nous pouvons engager ce plan de relance et si nous pouvons considérer la dette comme un investissement, c'est aussi parce que nous avons une politique monétaire de la BCE qui le permet et qui nous protège", a-t-il dit.

Avec Reuters

Tech

Pourquoi l'Inde supprime les applis chinoises sur son sol

Plus radicale que les Etats-Unis, l'Inde a interdit de nombreuses applis chinoises sur son sol. Une guerre de la Tech qui s'ajoute à l'escalade militaire entre les deux pays les plus peuplés au monde.

Donald Trump n'est pas le seul à menacer la Chine de bannir ses géants de la Tech de son territoire, même s'il a finalement renoncé à interdire le réseau social vidéo Tik Tok. Narendra Modi, le premier ministre indien, a déclaré la guerre aux applications chinoises de jeux, de messageries ou de paiement, depuis plusieurs mois. Dernière attaque en date, le 3 septembre. 118 applications ont été bannies au nom de "la sécurité des données et du cyberspace Indien". Quelques jours plus tôt, l'Inde avait accusé la Chine d'avoir déplacé des troupes le long de sa frontière himalayenne. Même scénario en juin après un clash entre les deux puissances nucléaires à 4000 mètres d'altitude. L'Inde avait alors banni 59 applications chinoises, dont Tik Tok, très populaire dans le pays.



L'Inde montre ses muscles après avoir acheté des Rafale à la France

Modi se fait désormais le chantre d'une "Inde autosuffisante". Un virage à 180 degrés pour celui qui a invité Xi Jinping à plusieurs reprises. Et sous la présidence duquel les importations chinoises

ont augmenté de 50%. Parmi les dernières applications bannies, le jeu PUBG, auxquels 33 millions d'Indiens seraient accros. Dans une adresse à la nation le 30 août, Narendra Modi avait donné le ton en appelant l'Inde à devenir "un hub mondial du jouet" et à imaginer des jeux mobiles "en accord avec la culture Indienne".

Avec challenges.fr

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Vous aurez plutôt tendance à vous laisser aller au gré des courants, adoptant une attitude indifférente devant les événements, qu'ils soient bons ou mauvais. Pourtant, la chance pourrait vous visiter aujourd'hui et vous fournir l'occasion d'arrondir sensiblement votre budget. Si vous gagnez des sommes rondelles, n'hésitez pas à envisager un placement immobilier, car il sera très favorisé.

Taureau Vous serez bien inspiré sur le plan financier. Grâce aux bons aspects de Mercure, vous gèrerez efficacement votre situation matérielle, et les résultats ne se feront pas attendre longtemps.

Gémeaux En affaires, la chance sera cette fois au rendez-vous, avec la planète Uranus en bel aspect. Des occasions inespérées vont se présenter ; saisissez-les au passage, mais traitez-les sans précipitation.

Cancer Les influx de Jupiter vous inclineront à faire des économies. Aussi sera-t-on très étonné de votre réticence à ouvrir votre portefeuille aujourd'hui, ce qui n'est pas dans vos habitudes. Continuez dans cette voie.

Lion Il vous faudra faire attention aujourd'hui, où des aspects planétaires pourront compliquer les choses sur le plan financier. Mais, pour les natifs du deuxième décan, une rentrée d'argent surprise est possible, qu'il s'agisse de gains aux jeux, de vieilles dettes oubliées que l'on leur remboursera, ou d'un petit héritage.

Vierge Vous aurez intérêt à vous montrer vigilant sur le plan financier. En effet, cet aspect de Neptune pourra vous valoir des désillusions ou des partenaires financiers peu fiables. De plus, Pluton et Jupiter, les deux planètes d'argent, vous seront défavorables. Prudence, donc ; ne prenez aucun risque.

Balance La protection de la planète Jupiter vous apportera dans le domaine matériel des occasions que vous n'osiez plus espérer. Ne vous fiez pourtant pas toujours aux apparences ; étudiez méthodiquement les propositions qui pourraient vous être soumises.

Scorpion Votre situation financière est dans son ensemble saine. Mais vous devrez vous méfier des mauvais aspects de Pluton. Evitez toute dépense importante, et attendez un moment plus favorable pour réorganiser vos placements et vos investissements.

Sagittaire Cette journée, sous l'influence de Neptune, renferme des risques de pertes d'objets personnels. Il sera temps de prévoir une alarme à votre voiture et un système antivol électronique à votre résidence.

Capricorne Prudence sur le plan financier ! Les astres risquent en effet de vous jouer des tours. Vous pourriez avoir de mauvaises surprises. Des retards de paiement, des dettes oubliées qui resurgissent, sont possibles. Par précaution, essayez de réduire vos dépenses.

Verseau Cet aspect de Pluton laisse présager une diminution de vos ressources ou une augmentation de vos dépenses. Dans les deux cas, cela signifie qu'il va falloir restreindre votre train de vie, ce qui vous contrariera. Les mieux organisés d'entre vous s'en sortiront en renégociant un étalement de leurs dettes. Ceux qui jusque-là préféraient ignorer le problème pourraient se voir rappeler à l'ordre par leur banquier.

Poissons Vous devrez vous montrer d'une vigilance rigoureuse dans le domaine financier. Vous serez enclin à dépenser un peu trop. Faites preuve de volonté pour ne pas céder aux tentations. Ne rêvez pas : la chance ne sera pas dans votre camp aujourd'hui pour combler les trous ; ne jouez pas gros aux jeux de hasard, car vous perdrez sûrement votre mise.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adress AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains.

SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude et pas de touer ou
d'éternuer.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
e les toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Energie

20 centres de santé en mode solaire

La société KYA energy group va fournir de l'énergie électrique à base du solaire à vingt (20) centres de santé sur l'ensemble du territoire national.

Pour ce faire, elle a reçu une aide du gouvernement américain à travers une dotation de l'USAID et de Power Africa. KYA energy group va non seulement permettre à ces hôpitaux de fonctionner à travers des solutions électriques solaires hors réseau, mais aussi elle se chargera de fournir « des points de lavage des mains solaires automatiques, pour la prévention des infections ainsi que des points de rechargement solaires des téléphones afin de générer des revenus additionnels ». Les Américains souhaitent une électrification « de façon commercialement durable, avec une forte implication du secteur privé ». L'objectif est



de parvenir à faire en sorte que tous les 288 centres de santé, surtout ceux qui sont situés dans les zones rurales, soient pourvus de dispositifs d'énergie propre. Le gouvernement togolais donne l'impression d'être préoccupé par l'électrification d'une grande partie du Togo. En effet, les initiatives dans

ce sens se multiplient. Tout récemment, l'Exécutif a reçu un appui financier d'Export-Import Bank of India (Exim Bank) pour faciliter à l'accès à l'électricité des populations des villes d'Aného, de Kpalimé, d'Atakpamé, de Sokodé, de Kara et de Dapaong.

Avec iciLome

Projet EJV dans les plateaux

24 villages enregistrent de belles avancées

Dans la région des plateaux, 41 villages sont bénéficiaires du projet d'opportunités d'Emploi pour les jeunes vulnérables (Ejv). Actuellement, 24 d'entre eux ont déjà joui de l'accompagnement du projet, pour la mise en œuvre de leurs activités génératrice de revenus (AGR) des jeunes. Ces 24 villages enregistrent de belles avancées dans l'atteinte des objectifs dudit projet. Apprend-on.

Selon les responsables de l'antenne de l'ANADEB des plateaux interrogés par Vert-Togo, 1222 jeunes sélectionnés dans les villages les plus vulnérables viennent de bénéficier de leur première subvention estimée à 60 000 francs CFA chacun. Cette subvention a pour but de soutenir le démarrage ou l'extension de leurs Activités génératrices de revenus (AGR). « Nous sommes déployé sur les travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) après notre sélection, nous travaillons pour nos commu-



nautés et nous sommes rémunérés à 1500 francs CFA par jour. Nous travaillons sur 80 jours. Pendant les 80 jours, suivons quelques fois la formation en développement d'affaires (FoDA). Nous sommes tenus d'épargner au moins 40 000 F sur le compte d'épargne que le projet nous a aidé à ouvrir ce qui nous donnera droit à la subvention. Au cours des Formations en développement d'affaires (FoDA) au bout de laquelle nous identifions chacun, une idée de projet à réaliser pour s'autonomiser. La subvention est 60 000 F ce qui portera le chiffres d'affaires à 100 000 F CFA et c'est avec ça que nous démarrons notre Activité génératrice de revenus (Agr)», a confié Koudjo Gbémou, jeune bénéficiaire du village Agnigbo dans la préfecture de l'Est-Mono.

fois par semaine selon les exigences du contrat qui le lie à l'ANADEB. Dans cet accompagnement, il se base sur le plan d'affaire du jeune pour l'orienter vers le bon chemin celui de mieux faire pour sortir de sa vulnérabilité.», ont expliqué les responsables de l'antenne de l'ANADEB de la région des plateaux. Ils sont appelés à être aux côtés des jeunes depuis le début jusqu'à la fin de son contrat de 6 mois c'est-à-dire de l'achat du matériel nécessaire, début des activités, l'évolution, etc. Ils fonctionnent selon le planning déterminé dans le plan d'affaire ceci pour amener le jeune à avoir une maîtrise de son activité. « Mon Activité génératrice de revenu consiste à la mise en place d'un atelier de coiffure. Mon coach vient me conseiller presque chaque semaine. C'est grâce à lui que j'ai pu améliorer mon activité et ma prestation. J'ai maintenant beaucoup de clients. Je ne me plains pas. Je peux témoigner que ma situation a beaucoup changé par rapport au passé. Je rends grâce à Dieu. Merci au gouvernement togolais qui a initié EJV, merci à la Banque mondiale, à l'ANADEB et aussi à mon Coach.» affirme avec enthousiasme Adjo Kouakou, bénéficiaire à Sévia, préfecture d'AMOU. Pour rappel, le projet EJV est initié par le gouvernement togolais et financé par la banque mondiale à hauteur 9 milliards de francs CFA pour une durée de trois (03) ans.

Avec Vert-Togo

Le coaching, la méthode utilisée pour l'atteinte des objectifs de l'EJV

Le coaching des jeunes bénéficiaires de l'EJV marche de pair avec le début des AGR. Les coaches sont recrutés sur la base de leurs expériences en accompagnement des jeunes. La plupart sont issus des meilleurs facilitateurs en formation en développement d'affaires (FoDA). Ils font le suivi de proximité des jeunes vulnérables pour les aider à mettre en œuvre leurs plans d'affaire. « Chaque coach a au maximum 25 jeunes à coacher et qu'il doit suivre et rencontrer au moins deux

Mundo Deportivo estime qu'il s'est « sacrifié » pour le collectif, une fois de plus. « Bon travail pour ses coéquipiers et solidarité défensive », note le journal. Sport est bien plus dur dans son jugement et estime que Griezmann est « perdu ». « Il se démarque davantage dans les aides défensives et le jeu collectif que dans l'inspiration individuelle, et il faut en demander plus à un joueur de sa qualité. Toujours égaré. » Trouvera-t-il la bonne carburation sous les ordres de Ronald Koeman ou peut-on déjà s'attendre à une nouvelle saison décevante ?

Footmercato.net

FC Barcelone

Antoine Griezmann n'y arrive toujours pas

Le nouveau Barça proposé par Ronald Koeman n'a pas eu l'effet escompté sur Antoine Griezmann pour son premier match. Toujours aussi discret et peu servi, le Français a livré un match au mieux neutre.

Une nouvelle saison pour un nouveau départ. C'est ce qu'espère clairement Antoine Griezmann du côté de Barcelone. Terminé le premier exercice d'adaptation, où ni Valverde ni Setién n'ont su lui donner la place espérée. Terminé les polémiques incessantes sur sa relation avec Lionel Messi. Il faut dire que le club blaugrana au d'autres chats à fouetter que le cas Griezmann, passé au second voire troisième plan, ces dernières semaines. Rassuré par le nouvel entraîneur Ronald Koeman dès son arrivée au club, l'international français pouvait donc démarrer la saison sur de bonnes bases face à Villarreal. Malheureusement, il n'en a rien été et c'est le Griezmann fantomatique de la saison passée qui était encore présent sur la pelouse du Camp Nou. Alors que Koeman avait taclé la gestion du Français par ses prédécesseurs, s'étonnant de le voir jouer ailier, c'est en tant qu'ailier droit que Griezmann avait débuté. Mais pas pour longer la ligne de touche. « C'est une position



qui l'invite à partir du couloir droit pour rentrer vers l'intérieur. Dans notre manière de jouer, il n'a pas à jouer sur les extérieurs. Il doit jouer vers l'axe, il peut changer de poste avec Leo (Messi). Je suis content de son travail et de son rendement, j'accorde peu d'importance à qui marque », a expliqué Koeman après la rencontre.

Déjà épinglé par la presse espagnole

La sortie médiatique du coach néerlandais viendra peut-être consoler Grizou, encore à la peine dans le jeu. Peu recherché par ses part-

naires, il a parfois effectivement permuté avec Messi dans l'axe, mais a toujours donné l'impression d'être à contre-temps par rapport à ses équipiers. Ses appels, pas toujours bons, sont rarement servis, à l'image de ses déplacements sur les débordements de Jordi Alba côté gauche. Son apport durant la démonstration catalane de la première période (4-0 en 45 minutes) ? On notera son appel qui a fixé les deux défenseurs sur le deuxième but de Fati. Griezmann n'a donc pas redoré son blason au cours de ce premier match. Mais il y a deux sons de cloche différents dans la presse catalane.

Principaux pays partenaires

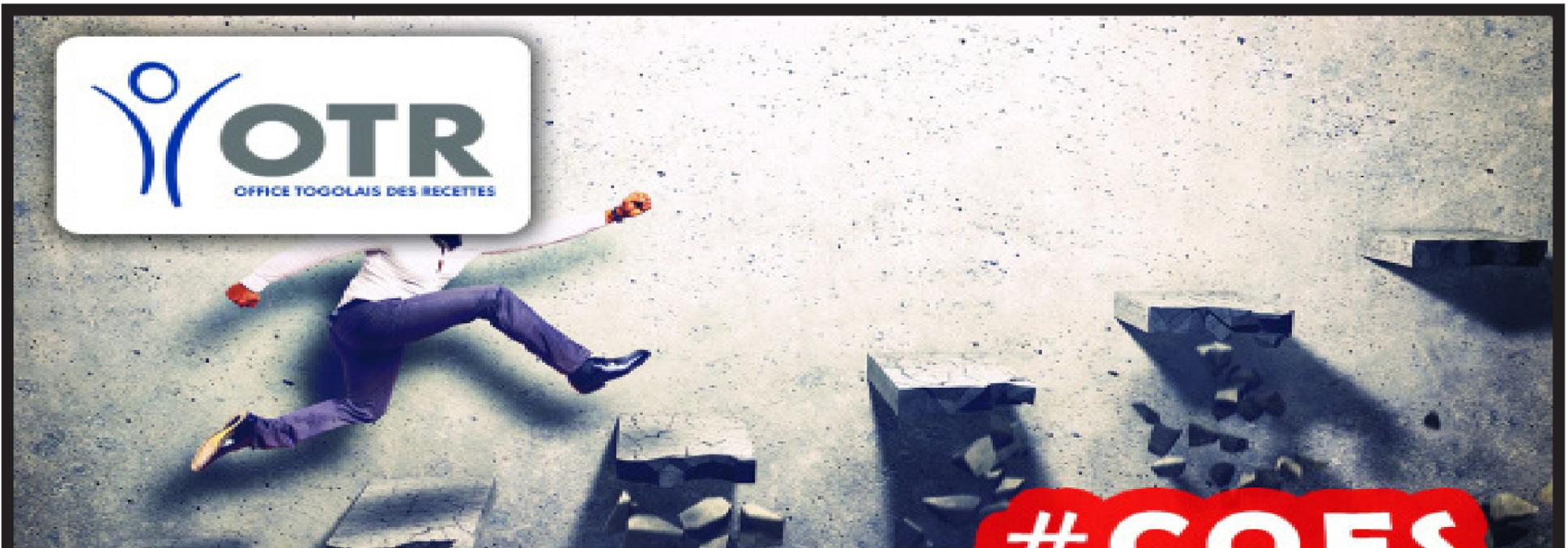
Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR